

**CONVENTION POUR L'INSTALLATION D'UN  
RELAIS HERTZIEN DESTINE AU RESEAU  
INTERNET HAUT DEBIT**

**SUR LE SITE DE :**

« AussacVadalle-Ravaud2-PtB »  
*AUSSAC VADALLE (Charente(16))*  
« Ravaud »

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

D'une part,

La Mairie d'Aussac Vadalle, propriétaire du poteau bois où est installé un relais Wi-Fi au coeur du hameau « Ravaud » représentée par Mr Gérard LIOT Maire d'Aussac Vadalle, dûment habilité à signer la présente

ci-après désigné par « **le Propriétaire** »

**ET**

D'autre part,



ci-après désigné par « **l'Occupant** »,

Le Propriétaire et l'Occupant étant désignés par « les parties »,

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

**PREAMBULE**

Vu l'engagement du Conseil Général de la Charente de faire sien l'objectif que la population du Département de la Charente puisse accéder dans de bonnes conditions techniques et financières au service de l'internet haut débit ;

Vu l'engagement du Conseil Général de la Charente de respecter le Code Général des Collectivités Territoriales, les dispositions du Code des postes et communications électroniques, les règles du Droit de la Concurrence et celles des Télécommunications dans ses rapports avec les Opérateurs d'internet haut débit ;

Préambule à actualiser

Vu le marché de services pour la couverture des zones blanches ADSL attribués par le Conseil Général de la Charente à la société SAS ALSATIS le 10 mars 2009;

## **Article 1. Objet de la présente convention**

La présente convention (ci après désignée par « la Convention ») a pour objet de déterminer les modalités et conditions de mise à disposition, par le **Propriétaire** au profit de l'**Occupant**, du site (ci après désigné par le « Site »), situé sur la commune d'Aussac Vadalle, sur le poteau bois où est installée une antenne Wi-Fi à la position GPS N 45°49'39.8" E 000°13'29.6", afin de lui permettre d'implanter les « Equipements techniques » définis à l'article 2 et liés à ses activités d'exploitant d'un réseau de communications électroniques, l'ensemble de ces « Equipements techniques » composant, pour l'Occupant, une « Station Relais ».

Par implantation, il convient d'entendre l'installation, l'exploitation et la maintenance de la « Station Relais ».

## **Article 2. Equipements techniques à la charge de l'Occupant**

L'ensemble des « Equipements techniques » composant la « Station Relais » objet de la Convention, sont définis, comme suit :

- Les infrastructures passives
- les coffrets Energie,
- les bornes Wi-Fi, les antennes secteur et panneau,
- le câblage d'installation,
- le matériel nécessaire pour le raccordement au réseau électrique général.

## **Article 3. Propriété des Equipements techniques**

Les « Equipements techniques » sont et demeurent la propriété de l'**Occupant**. Le Propriétaire ne pourra intervenir sur les Equipements techniques, hormis le cas d'urgence dûment justifié à l'**Occupant**.

## **Article 4. Travaux d'installation, entretien, réparation**

- 4.1** L'**Occupant** devra tenir les lieux mis à sa disposition en bon état d'entretien ainsi qu'en bon état de propreté pendant la durée de leur occupation.
- 4.2** L'**Occupant** assurera l'installation, l'exploitation et la maintenance de ses Equipements techniques dans les règles de l'art, à ses frais et sous sa seule responsabilité. Il devra s'abstenir de tout ce qui pourrait troubler la tranquillité du Site ou nuire à sa bonne tenue.
- 4.3** Le **Propriétaire** s'engage à assurer à l'**Occupant** une jouissance paisible du Site mis à disposition.

## **Article 5. Autorisations administratives**

**5.1** **L'Occupant** fait son affaire des autorisations administratives et réglementaires nécessaires à la mise en place et à l'exploitation, de ses Equipements techniques, et en particulier des formalités de demande d'attribution d'une fréquence auprès des organismes habilités lorsqu'elles sont exigibles.

**5.2** Dans l'hypothèse où, pour une raison quelconque, **l'Occupant** n'obtiendrait pas lesdites autorisations, la Convention serait résolue de plein droit sans indemnité.

Il en serait de même en cas de retrait, d'annulation ou d'abrogation, de l'une des autorisations administratives précitées.

## **Article 6. Nouvel occupant et compatibilité radioélectrique**

Tout nouvel opérateur titulaire d'une licence ou tout autre utilisateur du spectre hertzien souhaitant utiliser ultérieurement le Site mis à disposition, vérifiera préalablement et à ses frais la compatibilité de ses équipements techniques avec ceux du ou des occupant(s) déjà en place. Si cette compatibilité s'avère impossible, le nouvel opérateur ne sera pas autorisé à implanter ses équipements sur le Site.

## **Article 7. Durée de la convention**

**7.1** La Convention entrera en vigueur à sa date de signature. Le Site sus désigné sera mis à la disposition de **l'Occupant** à cette même date.

**7.2** La Convention est conclue jusqu'au dix (10) septembre deux mille quinze (2015).

**7.3** La Convention sera ensuite reconduite tacitement par périodes de un (1) an, sauf dénonciation par l'une des parties, signifiée à l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception et respectant un préavis de trois (3) mois avant la date d'échéance de la période en cours.

**7.4** La Convention continuera également de s'appliquer quel que soit le mode d'organisation ou le délégataire ou concessionnaire en charge de l'exploitation du Site mis à disposition par le **Propriétaire**.

En cas de cession du Site, qu'elle qu'en soit la forme, le **Propriétaire** se porte fort de rendre la Convention opposable au cessionnaire.

## **Article 8. Loyer**

A compter de la date de signature de la "Convention", le Site sus désigné est mis à disposition de **l'Occupant** avec la contrepartie suivante. **L'Occupant** payera une redevance annuelle de 100 € payable en une seule fois en fin d'année.

## **Article 9. Assurance**

**9.1** **L'Occupant** s'engage à être titulaire pendant toute la durée de la Convention, d'une ou plusieurs polices d'assurances garantissant :

- sa responsabilité civile résultant de son activité, de ses Equipements techniques, de son personnel intervenant dans le cadre des opérations de maintenance;
- les dommages subis par ses propres matériels et Equipements techniques notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégât des eaux,
- les risques locatifs et les recours des voisins et des tiers.

**9.2 L'Occupant** renonce et s'engage à faire renoncer ses assureurs à tous recours contre **le Propriétaire** et ses assureurs pour tous dommages causés aux Equipements techniques.

**9.4 L'Occupant** s'engage à remettre au **Propriétaire** à sa première demande, les attestations d'assurance correspondantes faisant notamment mention de la renonciation à recours de ses assureurs telle que prévue ci-dessus.

**9.5 L'Occupant** est gardien exclusif de ses installations, **le Propriétaire** ne garantissant aucune surveillance de celles-ci.

## **Article 10. Résiliation**

### **10.1 Résiliation à l'initiative de l'une des parties :**

En cas de non respect, par l'une des parties, de ses obligations à la Convention, l'autre partie pourra, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant une période de trois (3) mois, résilier de plein droit la Convention, par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception et ce, sans préjudice de tous dommages et intérêts.

Dans l'hypothèse où apparaîtraient des problèmes indépendants de la volonté des parties (installations électriques proches affectant l'émission et/ou la réception des signaux, parasitage d'installations diverses, nouvelles constructions en face des antennes, etc.) ou en cas de travaux nécessaires sur l'infrastructure mise à disposition engendrant une interruption du service, les parties se concerteront pour tenter de régler ces difficultés.

En cas d'échec de cette concertation, **l'Occupant** ou **le Propriétaire** auront la possibilité de résilier, de plein droit, la Convention par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de trois (3) mois, sans que cette résiliation ouvre droit à une quelconque indemnisation pour l'une ou l'autre des parties.

### **11.2 Résiliation à l'initiative de l'Occupant :**

En cas de retrait ou de non renouvellement des autorisations nécessaires à l'exploitation du réseau haut débit, la Convention pourra être résiliée de plein droit et à tout moment par **l'Occupant**, à charge pour lui d'en informer **le Propriétaire** par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **Article 11. Nullité relative**

Si une ou plusieurs stipulations de la Convention sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations de la Convention garderont toute leur force et leur portée.



## **Article 12. Confidentialité**

Dans le cadre et pour les besoins de la Convention, **le Propriétaire et l'Occupant** peuvent être amenés à échanger des informations confidentielles.

Dans cette éventualité, chacune des parties est tenue de garder strictement confidentiel et d'observer le plus strict secret des affaires concernant l'autre partie et de ne pas divulguer à des tiers à titre onéreux ou gratuit ou sous quelque forme que ce soit, les informations concernant l'autre partie, sauf autorisation écrite et préalable de cette autre partie, où nécessité de remplir une obligation légale, réglementaire ou contractuelle, désignant le ou les bénéficiaires de l'information ainsi que son contenu et ce, pendant toute la durée de la Convention et durant une (1) année au delà.

Le caractère confidentiel des informations échangées ne s'applique pas aux informations connues de la partie réceptrice préalablement à leur communication, à charge pour la partie invoquant cette connaissance préalable d'en apporter la preuve, aux informations obtenues de tiers par des moyens légitimes et sans obligation de secret, à celles développées indépendamment ou encore celles rendues publiques par la partie qui les a communiquées.

## **Article 13. Juridiction compétente**

Toutes les contestations qui pourraient s'élever entre **le Propriétaire et l'Occupant** au sujet de l'application ou de l'interprétation de la Convention feront l'objet d'une tentative de règlement amiable. Si un tel accord amiable ne pouvait être trouvé dans les trente (30) jours calendaires suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception notifiant la difficulté en cause, le litige sera soumis par la partie la plus diligente au Tribunal compétent.

## **Article 14. Annexes contractuelles**

Sont contractuels et annexés à la présente convention les documents suivants :

- Annexe 1 : Conditions particulières applicables sur sites créés pour les besoins spécifiques des Opérateurs
- Annexe 2 : Présentation technique générale

Fait en trois exemplaires originaux,

Dont deux pour l'**Occupant**,

Et un pour le **Propriétaire**



## ANNEXE 1 CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES SUR UN BATIMENT

### Article 1. Mise à disposition par le Propriétaire

- 1.1 Le Site mis à disposition par le **Propriétaire** est un poteau bois. Des équipements techniques seront installés sur le bâtiment.
- 1.2 **L'Occupant** connectera ses équipements électriques au réseau électrique du **Propriétaire**. La consommation prévue est de moins de 20 euros par an (10 euros par borne posée) et sera prise en charge par le **Propriétaire**.
- 1.3 **L'Occupant** assurera l'entretien et la maintenance de ses équipements techniques tels que définis à l'article 2 de la présente convention.

### Article 2. Conditions d'accès

**L'Occupant**, ses préposés, ainsi que toute personne mandatée par lui, disposeront si possible d'un libre accès au Site et aux Equipements techniques, tant pour les besoins de leurs installations que pour ceux de leur exploitation et de leur maintenance.

**Le Propriétaire** avertira dans les plus brefs délais **L'Occupant** de tout changement dans les modalités d'accès au Site.

Lors de la mise à disposition du Site, sous réserve de l'accord du **Propriétaire**, des clés d'accès seront remises par le **Propriétaire** à **L'Occupant**.

### Article 3. Modification/Extension de la « Station Relais »

La « Station Relais » telle que décrite et installée par **L'Occupant** pourra faire l'objet de toutes les modifications et/ou extensions que **L'Occupant** jugera utiles, dès lors que celles-ci ne modifient pas l'aspect général de l'installation initiale sur le Site mis à disposition par la Convention.

**L'Occupant** devra informer le **Propriétaire** et les éventuels autres occupants par lettre recommandée avec avis de réception, dix (10) jours avant la réalisation de ces modifications ou extensions.

### Article 4. Environnement législatif et réglementaire

- 5.1 **Le Propriétaire** accepte que **L'Occupant** réalise à ses frais les balisages relatifs au périmètre de sécurité sur le site et l'affichage requis en la matière par la réglementation en vigueur.
- 5.2 Pendant toute la durée de la Convention, **L'Occupant** s'assurera que le fonctionnement de ses Equipements techniques soit toujours conforme à la réglementation applicable en matière d'hygiène et de sécurité, et notamment les dispositions du décret n°2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L.32 du Code des postes et communications électroniques et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux

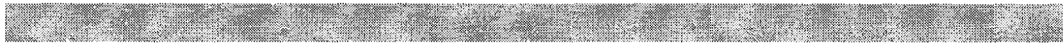
champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques.

En cas d'évolution de ladite réglementation et d'impossibilité pour **l'Occupant** de s'y conformer dans les délais légaux, **l'Occupant** suspendra les émissions des Equipements techniques concernés jusqu'à leur mise en conformité, ou pourra résilier de plein droit la présente Convention par lettre recommandée avec accusé de réception sans préavis ni indemnité.

#### **Article 5. Retrait des Equipements techniques**

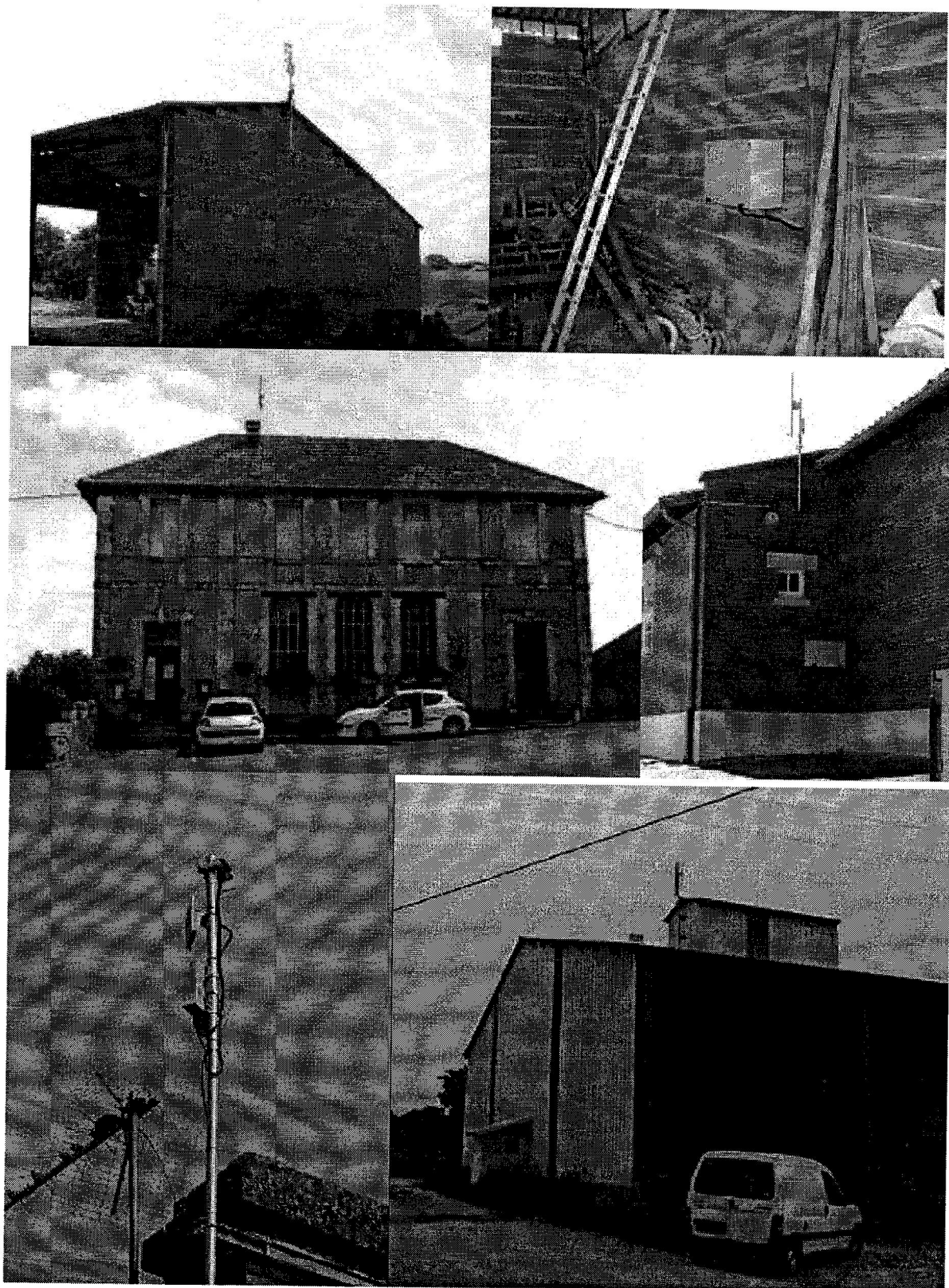
A l'expiration de la Convention, pour quelque motif que ce soit, **l'Occupant** reprendra, dans un délai maximum de un (1) an suivant la date d'expiration effective, tout ou une partie des éléments qui lui appartiennent.

Les dispositions de la Convention resteront en vigueur pendant la période nécessaire au retrait de ces Equipements techniques.



## ANNEXE 2 – PRESENTATION TECHNIQUE

### Installation als@tis type Bâtiment



Le raccordement électrique d'un site bâtiment se fait en général sur le réseau EDF existant (via une grange ou habitation) car la consommation des équipements est très faible.